

134



En hausse

ALITALIA - La compagnie aérienne italienne, au bord de la faillite en 2008, a vu, au troisième trimestre, son bénéfice bondir de 77% à 69 millions d'euros, grâce à une hausse du nombre de passagers. De janvier à septembre, la compagnie reste en perte de 25 millions d'euros.



En baisse

LA CORÉE DU SUD - La croissance a ralenti au troisième trimestre en Corée du Sud, à 0,7%, en raison d'un ralentissement de la consommation des ménages et des investissements. Sur un an, le produit intérieur brut a augmenté de 3,4%, quand la banque centrale misait sur 4,2%.

Les cours du jour (27/10/11, 09h50)

EURO	1 euro	1,3927 dollar (achat)
OR	Once d'or	1715,00 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	92,21 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,007 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	États-Unis	2,204 (à dix ans)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Les Européens scellent un accord inachevé

Après avoir résisté, les banques ont finalement accepté de renoncer à la moitié de leurs créances sur la Grèce

Bruxelles
Envoyés spéciaux

Nicolas Sarkozy espérait une réponse d'ampleur massive, qui mette définitivement un terme à la crise de l'euro. Le chef de l'Etat a évité le pire, en l'absence de compromis entre les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro. Il y a eu accord jeudi 27 octobre avant l'aube, car on finit toujours sur un accord à Bruxelles. Mais la réponse des Européens reste modeste.

Comme l'avait laissé entendre la chancelière Angela Merkel, l'histoire n'est sans doute pas terminée. Parce qu'il faudra obtenir des aides des pays émergents et du FMI, si possible d'ici au G20 de Cannes, qui rassemblera les 3 et 4 novembre les principaux dirigeants de la planète. Parce que les grandes manœuvres, qui vont conduire les banques à effacer la moitié de leurs créances sur la Grèce, ne seront pas achevées avant janvier. Parce qu'il va falloir compter sur le secours de la Banque centrale européenne (BCE) et de Mario Draghi, qui doit succéder à Jean-Claude Trichet dans les prochains jours, pour éviter une contagion de la crise à l'Italie et à l'Espagne, sans qu'aucun accord formel n'ait été scellé.

« Il reste beaucoup de travail », a déclaré M. Trichet, à l'issue de son dernier sommet, la réunion a permis de définir « de grandes orientations ».

Dans le détail, les Européens ont décidé d'effacer 50% de la dette grecque détenue par les créanciers privés. Il en coûtera 100 milliards d'euros aux banques. L'opération ramènera la dette d'Athènes à 120% du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2020. C'est nettement moins que le ratio actuel de 165% mais c'est deux fois plus que la limite fixée par le traité de Maastricht et le pacte de stabilité.

Nul ne peut assurer que la Grèce soit tirée d'affaire avec un objectif d'endettement comparable à celui de l'Italie actuellement. Les Européens et le FMI vont verser à la Grèce 100 milliards d'euros d'ici à 2014, auxquels s'ajouteront 30 milliards de garanties pour les banques qui accepteront de prêter à nouveau à l'Etat grec.



Le premier ministre grec, Georges Papandréou, au sommet européen de Bruxelles, jeudi 27 octobre. YVES HERMAN/REUTERS

Pour obtenir ce résultat, il a fallu tordre le bras aux banques convoquées dans la nuit par M^{me} Merkel, M. Sarkozy, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et la directrice générale du FMI Christine Lagarde.

Mercredi matin, elles refusaient toujours une décote aussi massive. L'arrangement finalement conclu comporte un double risque. Le premier, c'est que les marchés considèrent qu'il s'agit d'une faillite de la Grèce, ce qu'on appelle un « événement de crédit » dans le langage des financiers. Le second, c'est qu'ils paniquent, jugeant que d'autres Etats européens suivront. Dans leur communication finale, les Européens ont tenu à rappeler qu'à l'exception de la Grèce, « tous les autres membres de la zone euro réaffirment leur détermination inflexible à honorer complètement leur signature ».

Le verdict viendra de la réaction des marchés, ce jeudi, mais aussi dans les prochaines semaines.

Les Européens n'ont en revanche pas réussi à entériner un accord définitif sur la force de frappe du Fonds européen de stabilité financière (FESF), censé voler au secours des Etats en difficulté avec des moyens jugés insuffisants (440 milliards d'euros).

Le FESF pourra garantir une partie des emprunts émis par les Etats en difficulté et sa capacité d'action sera de « 1400 milliards de dollars », a expliqué M. Sarkozy, qui s'adressait aux marchés asiatiques ce jeudi aux aurores. En clair, elle devrait être de 1000 milliards d'euros mais ses modalités ne seront pas arrêtées avant la réunion des ministres des finances de novembre.

On est loin des 2000 milliards d'euros ou plus évoqués ces dernières semaines à Bruxelles pour dis-

suader les marchés d'attaquer l'Italie. L'Allemagne s'est refusée à la transformation du FESF en banque que demandait la France et qui aurait permis au fonds de sauvegarde d'avoir accès aux ressources illimitées de la BCE. Les Européens sont donc réduits à faire la tournée des pays émergents et du FMI pour trouver des fonds supplémentaires. M. Sarkozy devait téléphoner au président Hu Jintao jeudi matin tandis que Klaus Regling, patron du FESF, se rend à Pékin vendredi. Enfin, l'idée de tirer des fonds sur le FMI n'est pas abandonnée, mais rien n'a été conclu.

Contre la spéculation, les Européens comptent dans l'immédiat sur le secours de la BCE. M. Sarkozy a déduit d'une déclaration, mardi, de son futur président M. Draghi que la Banque centrale continuera d'acheter de la dette italienne si nécessaire. M. Trichet a pour sa

part assuré que le sujet n'avait pas été abordé à Bruxelles.

La recapitalisation des banques est finalement le dossier le plus avancé. Elles vont devoir renforcer leurs fonds propres de 106 milliards d'euros pour atteindre un ratio de solvabilité de 9% d'ici à fin juin 2012. « Aide-toi, le ciel t'aidera » est le leitmotiv : les banques sont invitées à trouver des capitaux sur les marchés et à réduire leurs dividendes et leurs bonus.

Les banques italiennes et espagnoles, dont les besoins sont chiffrés à 14,7 et 26 milliards d'euros, seront aidées par leurs gouvernements voire le FESF. L'intervention de l'Etat en France a été exclue par M. Sarkozy, qui veut protéger sa note AAA. Les quatre grandes banques françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, BPCE) devront se renforcer à hauteur de 8,8 milliards d'euros.

Dernier dossier, l'intégration économique et budgétaire. Les Dix-Sept donnent un bon point à l'Espagne de Jose Luis Zapatero, et ont à l'œil le président du conseil italien Silvio Berlusconi dont ils jugent qu'il a la fâcheuse habitude de ne pas passer des promesses aux actes.

Nul ne prononce le mot « fédéralisme », mais il progresse. Paradoxalement, grâce aux pays les plus eurosceptiques, qui ne supportent plus la mauvaise gestion des pays latins. Ainsi, la Finlande et les Pays-Bas ont obtenu que les pays aux déficits excessifs voient leur bud-

Nul ne prononce le mot « fédéralisme », mais il progresse. Paradoxalement, grâce aux pays les plus eurosceptiques

get examiné et commenté « avant leur adoption par le Parlement national concerné ». La Commission européenne devra aussi surveiller l'exécution du budget et proposer si nécessaire des corrections en cours d'année. M. Van Rompuy est chargé, à la demande de la chancelière allemande, d'examiner la possibilité de « modifications limitées des traités ».

Comme à chaque sommet depuis qu'a éclaté la crise grecque en janvier 2010, les dirigeants européens peinent à avancer. Il s'agit moins, comme dans les négociations traditionnelles, de défendre ses intérêts que de trouver l'impossible solution à une crise de surendettement et de perte de compétitivité, et ce sans pouvoir recourir à la dévaluation de la monnaie.

Depuis deux ans, deux visions s'affrontent, celle de l'Allemagne qui veut assainir la Grèce, brutalement, pour la remettre sur les rails, quitte à braquer les marchés financiers. Et celle de la France, qui veut sauver la zone euro dans son ensemble et éviter un risque systémique comme celui provoqué par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. ■

ARNAUD LÉPARMENTIER ET PHILIPPE RICARD

Le marché soulagé « jugera sur pièces »

POUR LES MARCHÉS, les dirigeants Européens ont fait « carton plein ». Le contenu de l'accord, conclu dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 octobre à Bruxelles pour sauver la Grèce et l'euro, a répondu à leurs espérances. « Hormis la création d'« eurobonds » [des obligations européennes sans distinction de nationalité] tout ce qu'on attendait, on l'a eu », relève Franklin Pichard, directeur de Barclays Bourse.

A l'ouverture, les places boursières de Paris, Francfort, Madrid et Milan saluaient l'issue du « sommet de la dernière chance ». A 9h15, le CAC 40 à Paris engrangeait 3,01%, le DAX de Francfort 3,14% tandis que les places de Madrid et de Milan s'octroyaient 2,42% et 3,08%. Sur le marché des dettes souveraines, le soulagement était aussi palpable, tandis que l'euro regagnait du terrain face au dollar, à un peu plus 1,40 dollar pour un euro.

Les investisseurs ont été soulagés à plusieurs titres. D'une part

les Européens sont parvenus à régler la plupart de leurs différends. La taille du Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait être considérablement élargie en dépit des résistances de l'Allemagne. De quoi endiguer la contagion de la crise, pensent-ils. Surtout, les banques européennes ont, de l'avis des experts, échappé au pire. La décote de 50% sur les titres de dettes grecques qu'elles détiennent, est jugée absorbable.

Quelques sueurs froides

Mieux encore, les banques françaises devraient remplir facilement les nouvelles exigences de renforcement de leurs capitaux propres, selon les analystes. Autrement dit, elles sont en meilleure santé que certains ne l'imaginaient. Message reçu cinq sur cinq par les investisseurs : jeudi matin, le cours du Crédit agricole s'envolait de 12,85% et celui de BNP Paribas de 12,71%.

Les marchés n'étaient pas si inquiets, souligne M. Pichard. Les

investisseurs misaient, depuis plusieurs jours, sur un « happy end ». Cette confiance explique qu'en dépit des coups de théâtre des derniers jours, les Bourses ne se soient pas effondrées. L'Europe n'avait pas d'autre option, ont pensé les experts, et le sauvetage de Dexia, bouclé en quelques jours, a démontré que les dirigeants savent se mobiliser quand il le faut.

Mais cet accord est-il vraiment à la hauteur ? « On jugera sur pièces », prévient Bruno Cavalier, économiste chez Oddo, qui redoute des promesses non tenues. Christian Parisot chez Aurel BGC est plus circonspect encore. Selon lui, la décote de 50% sur les dettes grecques pourrait déclencher le paiement des CDS, ces titres de garantie contre la faillite d'un Etat. Or les effets pervers de « cet événement de crédit » sont encore très mystérieux. Autrement dit, la zone euro n'est pas au bout de ses peines. Les investisseurs pourraient encore avoir quelques sueurs froides. ■

CLAIRE GATIHOIS



ENCORE QUELQUES SEMAINES
POUR RÉDUIRE VOS IMPÔTS



SCELLIER BOUVARD

18% de réduction d'impôt*

19,6% récupération de la TVA

AVANTAGES CUMULABLES

DEVENEZ PROPRIÉTAIRE EN RÉSIDENCE SERVICES

Achat en pleine propriété - Loyers garantis par bail commercial - Gestion sans contrainte

N°VERT 0800 800 009
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

DÉCOUVREZ NOS PLUS BELLES ADRESSES
www.lagrange-patrimoine.com

* Sur le montant HT, plafonné à 300 000 €, soit jusqu'à 6 000 € d'économie d'impôts par an sur 9 ans. Sous réserve d'éligibilité aux dispositions de l'instruction du 29 décembre 2009 BOI 5-B-2-10 et de modifications liées à la loi de finance 2011. Signature de l'acte devant notaire avant le 31/12/2011. Le non respect des engagements de location entraîne la perte du bénéfice des incitations fiscales.

